



Marchés de l'Etat et de ses Etablissements Publics

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DÉLÉGATION PARIS-CENTRE

16 rue Pierre et Marie Curie – 75005 Paris

Tél. : 01.42.34.94.00

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché :

Travaux relatifs à la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante (100 m²) situées au 3^{ème} étage du bâtiment de l'Institut de Biologie Physico-chimique (IBPC)

Marché à procédure adaptée passé en l'application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique

Nomenclature CPV : 44115800-7 Aménagements intérieurs de bâtiment

Table des matières

Article 1. Dispositions générales	4
1. Objet du marché	4
2. Allotissement - Forme du marché	4
3. Prestations éventuelles supplémentaires	4
4. Durée du marché	5
5. Délai global d'exécution	5
Article 2. Pièces contractuelles du marché	5
Article 3. Les intervenants	6
1. Maîtrise d'ouvrage :	6
2. Conduite d'opération :	6
3. Maîtrise d'œuvre :	6
4. Contrôle technique	6
5. Coordination Sécurité Protection de la santé	7
6. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)	7
Article 4. Ordres de service	7
Article 5. Sous-traitance	7
Article 6. Prix du marché	8
1. Généralités	8
2. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)	8
3. Modalité d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	9
3.1 Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :	9
3.2 Répartition des dépenses de chantier	9
4. Modalité d'actualisation des prix :	10
Article 7. Modalités de règlement	10
1. Demande de paiement	11
2. Contenu des demandes de paiement	11
3. Dépôt des demandes de paiement dans Chorus Pro Factures de travaux avec un circuit de validation (MOE, MOA)	12
4. Délai de paiement	12
5. Intérêt moratoires	13
Article 8. Garantie financière	13
Article 9. Avance	13
Article 10. Rémunération du titulaire	13
Article 11. Modalité de paiement des membres du groupement	14
Article 12. Modalité de paiement des sous-traitants directs	14
Article 13. Règlement des travaux non prévus	15
Article 14. Délai d'exécution des travaux	15
1. Périodes de préparation des travaux	16

2. Calendrier prévisionnel d'exécution	16
3. Calendrier détaillé d'exécution	17
Article 15. Réalisations des prestations	17
1. Autorisations administratives	17
2. Connaissance de l'ouvrage	17
3. Réunion et Compte rendu de chantier	18
4. Études d'exécution	18
5. Installation de chantier	18
6. Dépôt des déblais	18
7. Provenance des matériaux et produits	18
Article 16. Pénalités	18
1. Dispositions communes	19
2. Pénalités pour retard dans l'exécution des ouvrages et/ou des prestations :	19
3. Autres Pénalités	19
Article 17. Contrôles et réception des travaux	20
1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	21
2. Réception	21
3. Repliement du chantier et remise en état des lieux	21
4. Documents à fournir à la réception	21
5. Délais de garantie	21
Article 18. Obligations du titulaire	22
1. Confidentialité	22
2. Open Data	22
3. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité dans l'exécution des prestations	22
Article 19. Obligations et engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises et en matière de responsabilité environnementale	23
1. Détachement de salariés	23
2. Conditions de travail	23
3. Dispositions environnementales	24
Article 20. Information de l'Etablissement	24
1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique :	24
2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique :	25
3. Transfert du marché à une nouvelle personne morale ou physique :	25
Article 21. Résiliation	25
Article 22. Assurance	25
Article 23. Litiges	26
Article 24. Clause de réexamen	26
Article 25. Dérogations au CCAG TRAVAUX 2021	27

Article 1. Dispositions générales

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux pour la création d'un espace de 100 m² au 3^{ème} étage de Institut de Biologie Physico-chimique (IBPC) à l'adresse suivante :

Institut de Biologie Physico-chimique (IBPC)
13 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et ses annexes et les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes.

Les travaux se dérouleront en site occupé. L'accès au site s'effectuera pendant les horaires d'ouvertures, soit de 8h à 18h du lundi au vendredi.

2. Allotissement - Forme du marché

Le marché est alloti de la manière suivante :

- Lot 1 - Cloisons Isolation Faux plafond
- Lot 2 – Plomberie
- Lot 3 – Electricité
- Lot 4 - Revêtement de sol
- Lot 5 - Menuiserie - Agencement
- Lot 6 - Peinture – Revêtements muraux

Lot	Nomenclature CPV	Nomenclature NACRES
Lot 1 -Cloisons Isolation Faux plafond	45421141 Travaux Cloisonnement 45320000 Travaux d'isolation	BE04 PLATRERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS
Lot 2 – Plomberie	45330000 Travaux de plomberie	BE07 CVC, PLOMBERIE ET FLUIDES SPECIAUX
Lot 3 – Electricité	45311200 Travaux d'installations électriques	BE06 ELECTRICITE SUR INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS
Lot 4 - Revêtement de sol	45432100 Travaux de pose de revêtements de sols	BE05 PEINTURES, REVETEMENTS DE SOLS, RAVALEMENT
Lot 5 - Menuiserie - Agencement	45421000 - Travaux de menuiserie 45421150 Travaux d'installation de menuiseries non métalliques.	BE09 AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BATIMENTS
Lot 6 - Peinture – Revêtements muraux	45432200 Travaux de pose de revêtements muraux et de papiers peints 45442100 Travaux de peinture	BE05 PEINTURES, REVETEMENTS DE SOLS, RAVALEMENT

La forme retenue pour l'exécution du marché est celle d'un marché ordinaire pour chaque lot, traité à prix global et forfaitaire

3. Prestations éventuelles supplémentaires

Les soumissionnaires devront obligatoirement formuler une offre pour la prestation supplémentaire éventuelle suivante dans le cadre des travaux du lot 1 -Cloisons Isolation Faux plafond :

Prestation supplémentaire éventuelle N°1 : Isolation et faux plafond décrite à l'article C.1.2.4 du CCTP LOT 1.

4. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et prend fin à l'issue de l'expiration du délai de garantie de parfaitement achèvement des marchés de travaux, tel que défini à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

5. Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de 4 mois y compris les périodes de préparation, comme indiqué aux dispositions de l'article 18 du CCAG Travaux.

Le délai global d'exécution des travaux est de 4 mois.

Les travaux devront être exécutés dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service. La date de démarrage des travaux est prévue le 5 janvier 2026.

Article 2. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Travaux, pour chaque lot, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles de chaque lot et son annexe : La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), seuls les prix unitaires sont contractuels pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas. Hormis ces prix unitaires, la DPGF n'a pas de valeur contractuelle.
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des charges techniques comprenant :
 - Le Cahier des Clauses techniques communes (CCTC) et ses annexes
 - Plan Existant_Annexe 1 au CCTC
 - Photos_Annexe 2 au CCTC
 - Plan Projet_Annexe 3 au CCTC
 - Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes :
 - Plans Electricité_Annexe 1 au CCTP Lot 3
 - Plans Menuiserie Table Haute_Tablettes_Annexe 1 au CCTP Lot 5
 - Plans Cuisine_Façades et Caissons_Annexe 2 au CCTP Lot 5
 - Plan Peinture Revêtements muraux_Annexe 1 au CCTP Lot 6
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) disponible sur internet :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- Le cadre de réponse technique (CRT) du titulaire comprenant notamment le planning d'exécution des travaux et ses annexes éventuelles.
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ; Dans l'attente de son établissement c'est le calendrier prévisionnel qui s'applique.
- Rapport amiante, rapport contrôle technique
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché (DC4);
- Les ordres de service, procès-verbaux d'admission émis en cours d'exécution du marché ;
- L'offre technique du Titulaire qui ne contredit pas les pièces du marché ;

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci se verrait directement appliquer au marché dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute nouvelle évolution sans modification du coût du contrat.

Le titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement des travaux faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement.

Sauf à avoir signalé en temps utile les erreurs ou omissions éventuelles du dossier de consultation avant la remise de son offre, l'entreprise attributaire devra exécuter au titre du prix global et forfaitaire du marché, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de ses ouvrages, selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur et permettant une utilisation satisfaisante pour l'ensemble des travaux prévus au marché.

Les spécifications et indications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans fournis au DCE (et inversement) sont réputées contractuelles et sont dues au titre du marché.

Dans le cas où il est impossible de lever d'éventuelle contradiction à l'aide de documents de même niveau de priorité, la prescription la plus contraignante pour l'entreprise sera prise en compte.

Rappel : En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables, seules les conditions prévues dans le présent acte d'engagement s'appliquent.

Article 3. Les intervenants

1. Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est :

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Paris-Centre, 16 rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris, tél : 01 42 34 94 00.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage «ou « CNRS ».

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est le Délégué régional de la Délégation Paris-Centre du CNRS

2. Conduite d'opération :

La conduite d'opération sera assurée par le Service Prévention Sécurité Patrimoine de la Délégation Paris-Centre du CNRS qui désignera à l'attribution du marché un chargé d'opération dédié au suivi des prestations

3. Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est externe et est assurée par la société MODULO 3 Architecture Siret 502 075 914 00015, représenté par Alice BOURELLE, Architecte gérante, 47 rue Censier 75005 PARIS.

4. Contrôle technique

Les missions de contrôle technique (LP, LE, STI) suivantes sont assurées par l'entreprise : SOCOTEC Agence Paris, Tour Pacific, 13 Cours Valmy, Tour Pacific, 92977 PARIS-LA-DEFENSE.

- Mission LP, relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables,
- Mission LE, relative à la solidité des existants,
- Mission STI, relative à la sécurité des personnes dans les établissements Tertiaires et Industriels.

5. Coordination Sécurité Protection de la santé

La mission de coordination SPS est confiée à l'entreprise : SOCOTEC Agence SPS IDF, 13 Cours Valmy, Tour Pacific, 92977 PARIS-LA-DEFENSE.

6. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

L'ordonnancement, le pilotage et la Coordination (OPC) est réalisé par la société MODULO 3 Architecture Siret 502 075 914 00015, représenté par Alice BOURELLE, Architecte gérante, 47 rue Censier 75005 PARIS.

Article 4. Ordres de service

Il est rappelé que le titulaire ne pourra procéder au démarrage des travaux qu'après réception d'un ordre de service (OS). La période de préparation quant à elle débutera à la notification du marché.

En complément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont notifiés par le maître d'ouvrage par mail. Le titulaire en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Toutefois, les ordres de service ayant trait :

- A la modification du programme initial, entraînant la modification du marché de travaux,
- A la modification des délais d'exécution,
- A la notification de prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- De façon générale, une incidence financière sur le marché initial,

Ont un caractère provisoire, ces prestations feront ensuite obligatoirement l'objet d'un avenant.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.

Article 5. Sous-traitance

Conformément aux articles de L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de sa prestation que sous réserve de l'acceptation expresse du sous-traitant par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer la demande d'agrément au maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant l'intervention de l'entreprise sous-traitante sur le chantier, par courrier recommandé avec accusé de réception, et devra avoir au préalable reçu l'accord du maître d'oeuvre.

La demande d'agrément contient obligatoirement les éléments suivants :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, les cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- les renseignements permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions législatives en vigueur, étant ici précisé que tout recours à une sous-traitance irrégulière constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans mise en demeure préalable.

Toute entreprise sous-traitante est réputée connaître l'ensemble de l'opération. Elle ne peut arguer de la méconnaissance d'un point technique ou administratif du marché de travaux. Chaque sous-traitant doit maîtriser parfaitement le CCTP.

Conformément aux dispositions de l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, qu'elles soient assurées par lui ou par un sous-traitant. Il appartient au titulaire de piloter les travaux réalisés par son sous-traitant et de s'assurer de leur bonne exécution. Pendant toute la durée de l'opération, le sous-traitant est représenté par le titulaire, qui est le seul interlocuteur du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle.

La participation du sous-traitant à certaines réunions peut être requise par le maître d'ouvrage ou le titulaire pour des raisons techniques ou de sécurité.

Le maître d'ouvrage a la possibilité de retirer son agrément à un sous-traitant qui ne donnerait pas satisfaction dans l'exécution des prestations. Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité et ne pourra en aucun cas être invoquée pour justifier d'une diminution, même provisoire, des prestations exécutées ou d'un allongement des délais d'exécution.

Article 6. Prix du marché

1. Généralités

Le prix est global et forfaitaire.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, Les prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le titulaire, y compris les frais de déplacement, main d'œuvre, matériel, tenue et équipement de sécurité des personnels, d'assurance et de transport qui sont à sa charge. Quelle que soit la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception ou l'admission des prestations. Le titulaire devra reprendre tous les emballages et assurera l'élimination ou la valorisation finale des déchets dans les filières appropriées. Les emballages et autres déchets ne pourront être déposés dans les poubelles et conteneurs présents sur les sites ou à proximité du CNRS.

Dans le but de faciliter l'établissement des offres, ainsi que leur dépouillement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier. L'Entrepreneur doit avoir procédé lui-même au calcul des quantités et au recensement des postes, et avoir effectué les rectifications nécessaires.

En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'erreurs ou omissions, même non détectées ou non signalées par lui, pour tenter de revenir sur le caractère forfaitaire du prix global. Une différence entre les quantités indiquées par l'entrepreneur et les quantités réelles mises en œuvre ne pourra conduire à aucune modification du prix convenu.

2. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

3. Modalité d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3.1 Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

Le prix du marché comprend l'ensemble des fournitures et services prévus au CCTP. Il est établi en tenant compte de l'ensemble des dépenses visées au CCAG-Travaux article 9.1.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à tous les travaux nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage quand bien même ceux-ci ne sont pas décrits au CCTP ou toute autre pièce constitutive du marché ou bien lorsque cela modifie les quantités indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, que ces quantités aient été données par le titulaire ou le maître d'ouvrage.

Le prix est établi :

- en tenant compte de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- en tenant compte de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- en tenant compte des dégradations causées aux voies publiques qui seront à la charge de l'entreprise responsable par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux ;
- en tenant compte de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- en tenant compte des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- en tenant compte des dépenses de chantier visées ci-après.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Le titulaire est tenu de vérifier la justesse de son détail estimatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation du titulaire ne peut être prise en compte après la signature du contrat.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3.2 Répartition des dépenses de chantier

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du présent marché.

Pour le nettoyage du chantier

- l'entrepreneur titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- l'entrepreneur titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'ouvrage ;
- l'entrepreneur titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- l'entrepreneur titulaire a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques qu'il se charge de trouver et de rémunérer.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure de procéder au nettoyage dans les 24 heures, de faire intervenir une entreprise au frais du titulaire si ce dernier ne respecte pas les consignes de nettoyage

4. Modalité d'actualisation des prix :

Les prix du marché sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m0 ».

L'actualisation est effectuée si le délai entre la date de fixation de l'offre de prix du titulaire et l'OS de la date de commencement des travaux dépasse trois (3) mois par application de la formule ci-après.

La formule d'actualisation est la suivante :

$$P = P_0 \times [(BT(n-3) / BT_0)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix actualisé.
- P₀ est le prix initial hors taxe fixé à l'acte d'engagement.
- BT(n-3) est la valeur prise par l'index correspondant du mois m (indice en vigueur trois mois avant la date de début d'exécution des prestations).
- BT₀ est la valeur prise par l'index correspondant du mois m₀. (indice publié au mois m₀, mois de la date de remise des offres).

L'index de référence pour la révision des prix est donné selon l'index applicable suivant :

Les index applicables par lots sont les suivants :

Lot	Index INSEE
Lot 1 -Cloisons Isolation Faux plafond	BT01
Lot 2 – Plomberie	BT38
Lot 3 – Electricité	BT47
Lot 4 - Revêtement de sol	BT10
Lot 5 - Menuiserie - Agencement	Bt18a
Lot 6 - Peinture – Revêtements muraux	BT46

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de fixation de l'offre de prix du titulaire.

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement,
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre le CNRS et le Titulaire.

Afin de mettre en œuvre l'actualisation du prix, le Titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception ;

Article 7. Modalités de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par les articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique

Les règlements seront effectués par virement administratif en euro au compte ouvert du Titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original correspondant aux coordonnées bancaires précisées à l'acte d'engagement (ATTR11).

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable secondaire de la Circonscription Paris-Centre, 16, rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris.

L'ordonnateur de la dépense est le délégué régional de la délégation Paris-Centre, 16, rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris.

1. Demande de paiement

En application de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte de la phase exécutée ou définitif. Le maître d'œuvre notifie au titulaire par tout moyen l'état d'acompte et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le règlement des comptes des sous-traitants payés directement est effectué conformément aux dispositions des articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Les demandes de paiement sont libellées au nom du pouvoir adjudicateur :

CNRS
Délégation régionale Paris-Centre
16 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris

Elles sont transmises via le portail chorus pro

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte de la phase exécutée ou définitif

2. Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement accompagnées des pièces nécessaires à la justification du paiement, comportent les indications suivantes :

Le numéro (transmis au moment de la notification du marché),

le numéro de bon de commande du CNRS (11 caractères) exemple : 2624L012345

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA sur la valeur ajoutée (TVA) ;

- Le montant total des prestations ;
- la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC.

3. Dépôt des demandes de paiement dans Chorus Pro Factures de travaux avec un circuit de validation (MOE, MOA)

Conformément aux articles D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat **Chorus Pro**. <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Les structures logiques des Siret (Siret MOA : **18008901303282** et Siret MOE : **50207591400015**) et du Code Service **MOY200_OI** sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

-CNRS SIRET n° **18008901303282**

- Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY200_OI**

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2624L012345).

L'utilisation du portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures travaux est disponible via ce lien :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_documentation?id=kb_article_view&sys_kb_id=13b2e30f33762e9056688539bd5c7bff

A votre disposition également un guide présentant le dispositif de la facturation des travaux disponible via ce lien :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_documentation?id=kb_article_view&sys_kb_id=cbda5d25c3bf9a102e6f1a677a013152

4. Délai de paiement

Le délai de paiement est porté à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- pour une demande de paiement d'un acompte : la date de réception par le maître d'œuvre ;
- pour la demande de paiement du solde du marché : la date de réception du décompte général définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis

5. Intérêt moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande Publique relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8. Garantie financière

Conformément aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 du Code de la commande publique, une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché sera constituée. Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3 %.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et R2191-41 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au titulaire et en aucun cas au sous-traitant.

Article 9. Avance

Une avance de 30 % pourra être accordée au titulaire et au sous-traitant admis au paiement direct par application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG-Travaux et conformément à l'article R.2191-4 du Code de la commande publique.

Son montant correspond à 30% du montant initial du marché toutes taxes comprises. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article R2191.11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Article 10. Rémunération du titulaire

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement conformément aux dispositions de l'article 10.2 CCAG-Travaux.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Le projet de décompte final sera établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

L'établissement du décompte général définitif se fera selon les conditions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception des documents listés ci-dessus.

Article 11. Modalité de paiement des membres du groupement

Les dispositions des articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Si le titulaire du marché public est un groupement, le cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro. Celle-ci doit obligatoirement être validée par le mandataire du marché.

Avant de débiter la procédure, chaque participant (cotraitant, mandataire, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) doit se concerter afin de décider du rôle de chacun.

1- Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

2- Dans le cas d'un groupement solidaire :

Chaque cotraitant transmet sa demande de paiement au mandataire hors Chorus Pro.

Le mandataire dépose un seul projet de décompte mensuel pour l'ensemble du groupement.

Seul le compte du mandataire recevra le paiement, à charge pour lui de distribuer la part due aux autres cotraitants.

Article 12. Modalité de paiement des sous-traitants directs

Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par le CNRS et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision

d'acceptation et d'agrément du CNRS. Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

La procédure de paiement direct :

S'il est admis au paiement direct, le sous-traitant d'un marché de travaux peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Elle arrive au titulaire du marché pour validation et transmission à la MOE.

Chorus Pro assure la traçabilité de la demande de paiement, sa validation par le titulaire et sa transmission à la MOE pour prise en compte dans le processus de facturation.

Cette demande ne donne pas lieu à paiement automatique. Néanmoins, afin que le sous-traitant soit payé, le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre les copies des demandes de paiement émises par ses sous-traitants, qu'il a préalablement acceptées.

En effet, il n'existe pas de lien direct entre la demande de paiement du sous-traitant et le dossier de facturation initié par le titulaire.

Article 13. Règlement des travaux non prévus

Le règlement des travaux et fournitures non compris dans le prix global et forfaitaire, et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

- Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'art. 2 du présent CCAP, est calculée en utilisant les prix d'unité de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages varie dans les mêmes conditions que celui des travaux prévus au marché ;
- Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus au marché ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix visée à l'art. 2 du présent CCAP, ces prix seraient librement débattus entre les parties s'il s'agit des travaux, ou réglés au déboursé réel affecté du coefficient 1.12 s'il s'agit de fournitures. Ces prix seront fermes et définitifs.

En complément de l'article 13 du CCAG-Travaux, si des travaux supplémentaires ou modificatifs s'avéraient nécessaires, le titulaire devra fournir un devis dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ou que les prix proposés sont réputés acceptés par le titulaire, ces prix font l'objet d'un avenant.

Article 14. Délai d'exécution des travaux

Mise en œuvre du marché

Un bon de commande engageant les prestations objet du marché sera transmis au titulaire et comportera notamment :

- La référence du marché
- Le numéro du bon de commande
- La désignation des prestations demandées

- Les quantités
- Le prix total hors taxes
- Le montant de la TVA
- Le prix total toutes taxes comprises

Les travaux feront l'objet d'un calendrier arrêté conjointement par le titulaire du marché, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire du marché, à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution fixés dans le calendrier d'exécution.

Durant le délai global, tous les travaux prévus aux marchés devront avoir été exécutés y compris le délai de repliement des installations, la remise en état des lieux et les nettoyages.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de l'ensemble des travaux en parfait état dans le délai prévu.

1. Périodes de préparation des travaux

Conformément à l'article 28 du CCAG il est procédé aux opérations décrites dans le CCTP et notamment :

- Élaboration par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires. Le visa de la maîtrise d'œuvre est donné pour conformité au projet et ne dégage en rien la responsabilité technique de l'entreprise ;
- Élaboration du calendrier d'exécution détaillé ;
- Réalisation des Plans d'assurance qualité et plans d'assurance environnement ;
- Réalisation des études d'exécution et plans d'atelier et de chantier ;
- Réalisation des documents graphiques et écrits (production des plans...) ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG travaux ;
- Établissement par le titulaire intervenant sur le chantier sous la coordination du Coordonnateur de sécurité du projet d'installations de chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le cadre du plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur de sécurité et des plans particuliers de prévention.
- Le schéma d'organisation de la gestion des déchets

Les installations de chantier doivent être installées pendant lors de la première période de préparation.

2. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au marché.

Il fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution des travaux et s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du maître d'œuvre sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation, les études d'exécutions, il est rappelé que les tâches principales, et que les interventions du titulaire doivent être prévues autant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et conformément au caractère forfaitaire du marché.

Il est également précisé dans le calendrier prévisionnel d'exécution, la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs, dont l'exécution, aux dates contractuelles ainsi fixées, doit être impérativement respectée.

3. Calendrier détaillé d'exécution

Le présent article déroge à l'article 28.2.3 du CCAG travaux. Le titulaire établit le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose le marché, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemin(s) critique(s) de l'opération.

Il précise, en outre, :

- La cadence d'exécution ;
- Les moyens en personnel et matériels prévus ;
- Les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement

Le titulaire remet le calendrier détaillé d'exécution de son lot dans sa version définitive à l'OPC dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de l'OS de démarrage de la période de préparation.

Ce dernier, une fois que l'ensemble des calendriers sont compilés, le soumet à l'approbation du maître d'ouvrage au plus tard 10 jours ouvrés avant la fin de la période de préparation. Il est ensuite notifié par ordre de service du maître d'œuvre au titulaire du marché avec copie au contrôleur technique, au coordinateur S.P.S, copie au maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution se substitue au calendrier prévisionnel d'exécution en tant que pièce constitutive du marché.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations de son marché et l'application des pénalités prévues.

Article 15. Réalisations des prestations

1. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire a la responsabilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

2. Connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, assurer le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

À ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- Est réputé avoir une bonne connaissance du site et des contraintes de réalisation des travaux.
- La nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;

- Les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- Tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

3. Réunion et Compte rendu de chantier

Le titulaire, ou son représentant, est convoqué aux réunions liées à l'exécution du chantier.

Une première réunion de lancement est prévue sur la base d'un ordre de service qui indiquera la date de convocation.

A l'issue de la réunion de lancement est établi un compte-rendu de réunion qui prévoira la date de la réunion de démarrage du chantier et la périodicité des réunions de chantier. Ce document prévoira également la liste des intervenants attendus.

En cas d'absence non excusée aux réunions, le titulaire s'expose au paiement d'une pénalité telle que prévue à l'article 16.3 du présent

Un compte-rendu de réunion est transmis et diffusé à la suite de chaque réunion périodique et retrace l'avancée (ou retard), les difficultés rencontrées et les personnes en charge de les résoudre (maîtrise d'ouvrage le plus souvent). Le compte-rendu reprend également un tableau des pénalités qui sera mis à jour à l'issue de chaque réunion. La rédaction du compte rendu de réunion revient au maître d'œuvre.

4. Études d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Ces documents sont également communiqués dans le même temps au contrôleur technique pour avis.

Ces documents doivent être remis au format électronique à la maîtrise d'œuvre.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents qui ont été examinés par le contrôleur technique et approuvés par le Maître d'œuvre.

Ces documents devront être diffusés auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation par la Maîtrise d'œuvre

5. Installation de chantier

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31 du CCAG Travaux.

6. Dépôt des déblais

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage met à disposition de lieu de dépôt des déblais.

7. Provenance des matériaux et produits

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Article 16. Pénalités

1. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités relatives aux retards seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités applicables au titulaire ne pourra excéder 10% du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard ou de l'infraction par le maître d'ouvrage.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les samedis, dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

L'application de ces pénalités se fait par retenue sur la situation de travaux en cours de règlement, sur décision du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage consignée dans le compte rendu de réunion de chantier.

2. Pénalités pour retard dans l'exécution des ouvrages et/ou des prestations :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai global contractuel présenté dans le calendrier détaillé d'exécution est dépassé, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard de **200 €**.

En application de l'article 19.2.5 du CCAG-Travaux, lorsque les délais pour la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché présentés dans le calendrier détaillé d'exécution sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité de **200 €** par jour calendaire de retard.

3. Autres Pénalités

Pénalités pour absences ou retards aux réunions :

Le maître d'ouvrage fixe les réunions de chantier, et convoque l'entreprise par courrier électronique.

En cas d'absence ou pour tout retard supérieur à 30 minutes aux rendez-vous de chantier, aux réceptions partielles des différentes phases techniques ainsi qu'à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 200 € pourra être appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Ces pénalités s'appliquent également en cas d'absence ou de retard du représentant d'un cotraitant ou d'un sous-traitant dûment convoqué.

Pénalités pour non-respect du plan de prévention d'hygiène et sécurité

En cas de non-respect du plan de prévention d'hygiène et sécurité, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € HT par constat.

Pénalité pour stockage de matériels, matériaux, déchets et gravats en dehors des zones prescrites

Il est formellement interdit au titulaire et à ses équipes de stocker des matériels, matériaux, ou gravats dans les parties communes des immeubles (hall d'entrée, escalier, palier, cour intérieure...). En cas d'infraction, une pénalité de 200 € HT par constat sera appliquée.

Pénalités dans le nettoyage du chantier, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux :

Le nettoyage du chantier, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

En complément de l'article 37.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans les opérations de nettoyage du chantier et le repliement des installations de chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière de 150 €.

Pénalités pour retard dans la remise des documents EXE :

Tout retard dans la remise des plans et/ou autres documents d'exécution à fournir par le titulaire pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à 500 € par jour calendaire de retard et par document attendu.

Pénalités pour retard dans la remise des DOE :

✓ En cas de retard dans la remise de la version provisoire du DOE soumise au visa de la maîtrise d'ouvrage, une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard,

✓ En cas de retard dans la remise de la version définitive du DOE visée sans observation par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la levée de réserves :

En cas de retard dans la levée de réserve, une pénalité journalière fixée à 100 € pourra être appliquée.

Cette pénalité s'entend par jour de retard et par réserve sans mise en demeure, lorsque le délai d'exécution ou la date d'échéance fixée sur la décision de réception pour lever la réserve est dépassé(e).

Pénalité pour non-remise du contrat de sous-traitance : Pénalité pour défaut de communication du contrat de sous-traitance à la demande du maître d'ouvrage :

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de le produire à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière forfaitaire de 150 € par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

Pénalités pour absence aux Opérations préalables à la réception (OPR) :

En cas d'absence aux opérations préalables à la réception (OPR), une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal :

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 822 1-3 à L. 822 1-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à **10 %** du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Pénalités pour non respects des engagements environnementaux

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements environnementaux tels que définis dans les pièces du présent marché.

Article 17. Contrôles et réception des travaux

1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du représentant du maître d'ouvrage.

Les frais entraînés par ces essais seront à la charge de l'entreprise.

Par dérogation à l'article 38 du CCCAG-Travaux, si les essais et/ou contrôles prévus au marché ou demandés par le maître d'ouvrage s'avèrent négatifs ou défectueux, ils sont mis en totalité à la charge de l'entrepreneur défaillant ainsi que tous essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

2. Réception

La réception des ouvrages sera prononcée selon les dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

La réception aura lieu pour l'ensemble des travaux en une seule fois à l'achèvement total de l'ouvrage.

Toute intervention éventuelle d'un bureau de contrôle technique, au titre des levées de réserves, sera à la charge de l'entreprise titulaire.

Par dérogation à l'article 41.1.2 et 41.1.3 du C.C.A.G.-Travaux la réception tacite n'est pas admise.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, toute décision de réception dans le cadre du présent marché ne peut être prise que par le Maître d'ouvrage, les propositions de tout autre intervenant ne pouvant se substituer à celle-ci. Le Maître d'ouvrage prend sa décision quant à la réception de manière expresse.

Cette décision est dûment notifiée au Titulaire.

3. Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

4. Documents à fournir à la réception

Les documents précisés à l'article B.2.21 du CCTC sont à remettre au CNRS dans un délai maximal de 2 semaines après réception, l'entreprise transmet au maître d'œuvre le Dossier des Ouvrages Exécutés D.O.E sous format papier et numérique.

Il est précisé, qu'outre les pénalités prévues au présent CCAP, en cas de retard pour la remise de ces documents, la réception des ouvrages ne sera pas prononcée.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du C.C.A.G.-Travaux, l'entreprise dispose de 15 jours à compter de la réception des travaux pour établir son projet de décompte final sur papier à en-tête de sa société, et le transmettre au maître d'ouvrage. Passé ce délai, les décomptes seront établis d'office par le maître d'ouvrage, aux frais de l'entreprise, qui ne pourra plus les contester.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du C.C.A.G.-Travaux, l'entreprise dispose de 15 jours à compter de la date à laquelle son décompte général lui a été notifié pour présenter, par écrit, ses observations éventuelles au Maître d'ouvrage. Passé ce délai il est réputé avoir accepté le décompte définitif qui devient alors le décompte général et définitif.

5. Délais de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 18. Obligations du titulaire

1. Confidentialité

Le titulaire, le maître d'œuvre, le pouvoir adjudicateur, ainsi que leurs représentants, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services des parties contractantes sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du groupement titulaire.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du groupement titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des tiers au présent marché, sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité

2. Open Data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire du marché fournit au pouvoir adjudicateur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») tels que les formats de type .CSV, .ODS, .XML, .KML, .SHP, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent marché. Il autorise par ailleurs le pouvoir adjudicateur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

3. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité dans l'exécution des prestations

Conformément à l'article 1er.II de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, « le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public,

s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Article 19. Obligations et engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises et en matière de responsabilité environnementale

1. Détachement de salariés

Avant le détachement d'un salarié dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, le titulaire, chacun des membres du groupement ou le sous-traitant direct ou indirect, le cas échéant, justifie auprès du maître d'ouvrage, par courrier, qu'il s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux I et II de l'article L. 1262-2-1 du code du travail, avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en fournissant une copie :

- De la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du lieu où débute la prestation ;
- Du document désignant un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail pendant la durée de la prestation.

En outre, cette déclaration doit être annexée au registre unique du personnel de l'entreprise qui accueille les salariés détachés.

L'entreprise titulaire, si elle réalise un bilan social, doit y faire figurer le nombre de salariés détachés et le nombre de travailleurs détachés accueillis ainsi que les conditions de vie des salariés et de leurs familles dans la mesure où ces conditions dépendent de l'entreprise.

2. Conditions de travail

Lutte contre les discriminations envers les travailleurs handicapés

Le titulaire et ses membres du groupement d'opérateurs économiques, s'ils sont concernés, se conforment à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et aux obligations administratives qui s'y rattachent (articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail).

Lutte contre le travail illégal

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de tout mettre en oeuvre pour lutter contre le travail dissimulé, notamment en faisant application stricte des dispositions de l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

Il est en particulier rappelé que, conformément à l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée. En cas d'infraction la pénalité prévue au présent CCAP sera appliquée.

Lutte pour la santé et la sécurité des salariés

Le titulaire et ses membres du groupement d'opérateurs économiques sont tenus d'offrir des conditions d'hébergement collectif compatibles avec la dignité humaine, et de respecter les normes prises en application de l'article L. 4111-6 du code du travail.

Ils sont tenus de payer en totalité le salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié comme prévu à l'article L3245-2 du code du travail.

Protection sociale

Le titulaire et ses membres du groupement d'opérateurs économiques s'engagent à aviser leurs sous-traitants directs ou indirects que les mêmes obligations leur sont applicables. Ils restent responsables de leur respect pendant toute la durée du chantier.

3. Dispositions environnementales

Le titulaire retenu s'engage dès la prise en charge du marché, à mettre en place et adopter une organisation et un fonctionnement privilégiant le respect de l'environnement.

À ce titre le titulaire doit notamment :

- Utiliser des produits respectant l'environnement ;
- Limiter les déchets de fonctionnement ;
- Recycler les déchets ;
- Faire respecter les règles du tri des déchets ;
- Prendre toutes les mesures visant à limiter la consommation d'énergie dans le cadre de ses activités sur les sites d'intervention ;

Il s'engage à mettre en œuvre les stipulations prévues aux CCTP et appliquer ses engagements en ce qui concerne les produits utilisés dans le cadre de l'exécution des travaux, la gestion et le tri des déchets, les méthodes pour limiter la consommation d'eau et d'énergie ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

Le titulaire doit veiller à la formation du personnel au respect des consignes de collecte sélective des déchets.

À tout moment le titulaire devra apporter la preuve de la parfaite traçabilité du processus de traitement des déchets (certificats de destruction, agréments de transport, bordereaux de suivi des déchets, etc...).

Tous les documents relatifs à la gestion des déchets doivent être répertoriés et accessibles à tout moment à la personne publique sur simple demande. Ces documents doivent être produits dans un délai de quarante-huit (48) heures.

Le titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 16 du présent CCAP

Article 20. Information de l'Etablissement

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au CNRS les modifications le concernant, survenant au cours de la durée du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
 - à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
 - à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
 - à la répartition du capital social de l'entreprise ;
 - aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
 - aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;
- et, de façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique :

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique :

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le CNRS et le nouveau Titulaire.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le CNRS vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

3. Transfert du marché à une nouvelle personne morale ou physique :

Tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de marché et produire les documents et renseignements demandés concernant l'entreprise à qui marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession, celle-ci fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau Titulaire.

L'Etablissement formalise alors, avec le nouveau Titulaire le transfert du marché en cours.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire, d'exécuter le marché.

Article 21. Résiliation

Les dispositions des articles 49 à 54 du CCAG-Travaux sont applicables.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique entraîne, par décision du maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché, sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le marché pourra notamment être résilié en cas de non transmission des attestations d'assurance prévues à l'article 22 du présent CCAP.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché (notamment dans les cas prévus au présent CCAP) ou lorsque le plafond des pénalités fixé à l'article 16 du présent CCAP est atteint le maître d'ouvrage serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Article 22. Assurance

En application de l'article 8 du CCAG-travaux, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant :

1. Sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers et du maître d'ouvrage, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations - dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage

2. Sa responsabilité civile décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, le garantissant pour la mission confiée sur l'opération.

La police souscrite comporte au minimum les garanties de :

1. Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
2. Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

La production des attestations nécessaire doit être effectués dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Le titulaire adressera le renouvellement de chaque attestation annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans les 15 jours suivants à la demande du CNRS.

Article 23. Litiges

En cas de difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent :

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le Titulaire ne peuvent être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations.

Article 24. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen pour tous les lots.

En effet, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une modification du périmètre des prestations forfaitaires des lots concernés, soit par avenant ou, en cas de désaccord, par décision unilatérale du CNRS, pour la ou les raisons suivantes :

Lors de l'exécution des travaux, lorsque des modifications complémentaires dont l'objet est similaire aux prestations indiquées dans les pièces de ces marchés sont jugées nécessaires par la maîtrise d'œuvre, après accord de la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire fournira l'ensemble des éléments permettant au maître de l'ouvrage d'apprécier les éventuelles conséquences financières et calendaires des modifications.

Article 25. Dérogations au CCAG TRAVAUX 2021

Articles du présent CCAP	Dérogations au CCAG Travaux 2021
Article 2 Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 4 ordres de services	Article 3.8.2
Article 6 .3.1 Modalité d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	Article 34.1
Article 10 Rémunération du titulaire	Article 12.4.4
Article 14 Délais d'exécution des travaux 14.1 14.3	28.1 Article 18.2.1 et article 17.3
Article 16 Pénalités 16.1 16.2 16.3	Articles 19.2.1, et 19.2.4 Article 19.2.3 Article 3.6.1.5
Article 17 Contrôles et réception des travaux 17.1 17.2 17.4 17.5	Article 38 Articles 41.1.2, 41.1.3 et 41.3 Articles 12.3.2, 12.4.3 Article 44.1

Fait en un seul original, conservé par le pouvoir adjudicateur.